

MILIEUX POPULAIRES ET ANIMATION : QUELLE(S) RELATION(S) ?

« Plus d'un quart des enfants de 5 à 18 ans ne part pas en vacances d'été » titre une étude du CRÉDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie)¹. Les enfants qui ne peuvent partir en vacances l'été sont préférentiellement issus de ménages à faibles revenus, de familles monoparentales, vivent en HLM et leur pourcentage est plus élevé chez les non-diplômés.

Les raisons invoquées tiennent en premier lieu au manque de moyens financiers. Ajoutons que ces enfants et jeunes qui ne sont pas partis en vacances n'ont pas non plus pratiqué d'activités particulières lors des vacances : « seulement 18% des non-partants se sont rendus dans un centre de loisirs ou ont pratiqué des activités précises (sportives, culturelles, artistiques) pendant leur été. ».

C'est dans ce contexte et pour mieux comprendre ces réalités que la DRDJS Aquitaine a commandité fin 2005 une étude au MUSOJ (groupe d'études sur les Milieux Urbains et les SOcialisations Juvéniles), rendue à l'automne 2006, et dont cet ouvrage est une forme adaptée.

Cette recherche visait à mieux apprécier les pratiques de loisirs des enfants et jeunes résidant en Zones Urbaines Sensibles de la Communauté Urbaine de Bordeaux au travers de l'étude des structures d'animation situées dans ces territoires. Suivant les résultats de l'étude du CRÉDOC, ce sont ces mêmes enfants qui ont plus de probabilités de ne pas partir en vacances lors de la période estivale.

Quelles sont les propositions qui leur sont faites ? Quelles sont leurs attentes ? leur niveau de satisfaction ou d'insatisfaction ? Quel est le regard des acteurs de l'animation de ces territoires sur ces enfants, leurs familles, leur métier d'animateur/trice ou de directeur/trice ? Quelles sont les forces et les dysfonctionnements qu'ils identifient ? Constatent-ils une désaffection des jeunes des structures d'animation, passé un certain âge ? Quelles explications avancent-ils à cette désaffection, et quelles actions mènent-ils – si constat il y a – pour contrer ces départs ?

Autant de questions auxquelles nous avons tenté de répondre en restituant la parole tant des acteurs de l'animation oeuvrant dans ces territoires que celle de quelques jeunes fréquentant ou ne fréquentant pas les structures d'animation. Les objectifs de cette étude visaient ainsi à mieux comprendre les attentes et la désaffection des préadolescent-e-s et des adolescent-e-s des zones urbaines sensibles, vis-à-vis des structures d'éducation populaire.

Contexte et objet de l'étude

Cette étude s'inscrit à la suite des événements d'octobre et novembre 2005 qui se sont principalement déroulés dans des Zones Urbaines Sensibles du territoire français. Depuis les incidents de 1981 survenus aux Minguettes, ZUP de la banlieue lyonnaise, la France assiste ponctuellement à des épisodes de violences urbaines. Le terme d'émeute sera employé à partir de 1990 pour désigner ces phénomènes, et un ministère de la ville est créé afin de coordonner une « politique de la ville » dite « anti-ghettos ». Les « troubles sociaux » qui ont agité plusieurs ZUS françaises en 2005, se sont démarqués des émeutes précédentes par la durée et l'extension géographique. Depuis ce nouvel épisode de violences urbaines, la question du

¹ CRÉDOC, Consommation et Modes de Vie, n°140 – 31 janvier 2000.

réinvestissement des services publics dans ces quartiers s'est posée. La création d'un Ministère de la Ville, et l'autonomisation des services décentralisés ont pu conduire à une démultiplication d'actions se juxtaposant ou s'empilant qu'il est parfois difficile de coordonner. Si de nouveaux dispositifs d'accompagnement à l'emploi et à la formation traduisent la volonté de réengagement des institutions publiques, il subsiste des controverses sur les initiatives que les acteurs de l'Education Populaire - et les services déconcentrés du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative (MJSVA) - pourraient engager et mener au cœur de ces quartiers, auprès de la jeunesse de ces territoires.

Dans les quartiers populaires, la démobilisation des pré-adolescent-e-s et adolescent-e-s des structures d'Education Populaire est constatée et décriée depuis plusieurs années.

- Quel est le constat quant à la fréquentation des enfants et jeunes (moins de 6 ans – 6/11 ans et 12-17 ans) des structures d'accueil collectif type Centre de Loisirs sans Hébergement des Zones Urbaines Sensibles de la Communauté Urbaine de Bordeaux ? Assiste-t-on là aussi au retrait des jeunes de plus de 11 ans ?
- Est-il possible d'identifier des éléments permettant de comprendre et d'endiguer ces mécanismes de désertion ?
- Y a-t-il à l'inverse des « facteurs d'accroche » ?

Finalités de l'étude

La présente recherche devait permettre de :

- réaliser un « état des lieux » de l'offre éducative des structures CLSH implantées dans les ZUS de la Communauté Urbaine de Bordeaux,
- faire émerger les attentes et représentations que les jeunes de ces territoires portent sur ces structures,
- identifier les difficultés rencontrées par les personnes travaillant dans ces structures vis-à-vis de l'accueil des jeunes de 12 à 17 ans,
- repérer les facteurs limitant ou freinant la participation des jeunes aux structures CLSH.

L'étude visait donc à établir un diagnostic, préalable essentiel pour engager par la suite des actions.

Le public ciblé par l'étude :

L'étude visait en priorité les jeunes ayant de 12 à 17 ans, résidents des Zones Urbaines Sensibles.

Ainsi dans le cadre de l'étude j'ai questionné des enfants de 6-11 ans et les adultes travaillant dans les structures CLSH des ZUS de la CUB ; et 49 structures CLSH en ZUS dont 32 accueillant des pré-adolescents et adolescents ont été ciblées par l'étude.

Des questions

Plusieurs entrées ont été investies pour appréhender la question. En multipliant les angles d'approche de l'objet de recherche et en diversifiant les techniques de recueil de données, les probabilités d'apprécier la réalité dans toute sa complexité sont accrues. Ont ainsi été testés et questionnés trois thèmes se déclinant en plusieurs indicateurs et offrant chacun diverses hypothèses de recherche :

Le public [fréquentant les structures d'Education Populaire et/ou ne les fréquentant pas/plus]

- Effectif / Proportionnalité/ Fréquentation : profil des publics et invariants
- Représentations des jeunes sur les structures et les personnes encadrantes
- Attentes + facteurs incitatifs et/ou freins à la participation
- Sociabilité juvénile / Pratiques culturelles et de loisirs

L'équipe encadrante

- Profil
- Trajectoires professionnelles
- Socialisation professionnelle
- Représentations sociales vis-à-vis des publics / familles / territoires

Le contenu

- Place et rôle de la structure dans la Zone Urbaine Sensible / démocratie participative
- Visée pédagogique et démarche citoyenne
- Partenariat

Ces trois thèmes, cœur de l'étude, constituent la partie « Pratique-Analyse » de ce *Cahier de l'action*.

Au préalable, la partie « Questions-Réflexions » reprend des éléments nécessaires à la compréhension (Temps de loisirs et pratiques culturelles des jeunes) et à la contextualisation de l'objet d'étude (structures d'animation en ZUS), et présente les méthodes utilisées pour recueillir et analyser les données.

Des pistes d'actions sont présentées, issues des données mêmes de l'étude mais aussi du temps d'échanges et de réflexion organisé à la fin de l'année 2006 auprès des acteurs rencontrés lors de l'étude. Ce temps de travail a permis de valider les interprétations et propos rapportés mais aussi de réfléchir à des actions et de modalités d'actions possibles.

Enfin quelques ressources documentaires sont référencées en fin de cahier...

Cette étude faisait suite aux événements qui se sont déroulés sur le territoire national, et particulièrement dans les Zones Urbaines Sensibles, lors de l'automne 2005. Puisse cette recherche trouver un sens concret et opérationnel auprès de ces territoires, auprès des acteurs de l'animation s'y impliquant quotidiennement, auprès des habitants de ces quartiers, des plus jeunes aux plus âgés.